

Note de synthèse



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Accords de partenariat de pêche durable Pacifique-UE
Action de l'organisation régionale de gestion des pêches
Négociation d'un accord de partenariat économique avec l'UE
Étiquetage
Mise en œuvre de la réglementation de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

3. Implications pour les pays ACP du Pacifique

Accroître la cohésion régionale pour améliorer la durabilité des pêcheries de thon
Partager équitablement les coûts de conservation et de gestion du thon entre les pays ACP du Pacifique et la communauté internationale
Attirer les investissements étrangers dans le développement des pêcheries durables
Satisfaire aux normes SPS et exigences INN
Développer de nouveaux produits et diversifier les partenaires

Développements dans le secteur de la pêche du Pacifique : les problèmes qui se posent aux pays ACP

1. Contexte et principaux enjeux

Les zones économiques exclusives (ZEE) combinées des 15 pays ACP du Pacifique couvrent 20 millions de kilomètres carrés. Ces eaux sont riches en ressources halieutiques, en particulier le thon, cette ressource offrant une base importante d'échanges commerciaux avec l'UE.

Au cours des 12 derniers mois, le débat entre l'UE et les îles du Pacifique sur la base de l'accès aux ressources thonières de la région a occupé le devant de la scène dans le cadre de la négociation

et de la signature d'accords bilatéraux ou dans les négociations d'accord de partenariat économique (APE). Toutefois, peu de progrès ont été accomplis à ce jour, et des incompréhensions mutuelles subsistent.

Du point de vue de l'UE, la présence de la flotte européenne dans le Pacifique est limitée en comparaison avec celle des États-Unis ou des pays asiatiques, mais certains craignent que les conditions d'accès qui seront négociées pour

les flottes thonières de l'UE, ainsi que les conditions d'accès pour d'autres nations de pêche en eaux lointaines fournissant du thon pour la mise en conserve et l'exportation vers l'UE au titre de la disposition d'approvisionnement global, n'affectent la position concurrentielle du secteur thonier européen dans son ensemble.

Du point de vue des pays ACP du Pacifique, la principale préoccupation est que l'accès aux pêcheries thonières doit être basé sur le système Vessel Day Scheme (VDS) régional plutôt que sur les accords de pêche bilatéraux. Le VDS est un instrument développé conjointement par les huit gouvernements qui composent les Parties à l'accord de Nauru (PNA) pour gérer les efforts de pêche dans la région et augmenter les bénéfices économiques revenant aux membres des PNA. Les PNA contrôlent la plus grande pêcherie de thon capturé à la senne coulissante du monde et défendent des accords d'accès régionaux basés sur le système VDS.

« La CE a réaffirmé qu'il n'y avait en principe aucun problème avec le VDS, à condition qu'il soit basé sur des justifications scientifiques et transparent »

La Commission européenne (CE) a réaffirmé qu'il n'y avait en principe aucun problème avec un régime tel que le VDS, à condition qu'il soit pleinement basé sur des justifications scientifiques et qu'il permette de satisfaire à l'objectif de conservation de manière transparente et non discriminatoire. La CE a récemment salué le lancement par les PNA d'une évaluation du régime de gestion des pêcheries VDS.

L'APE régional Pacifique-UE est toujours en négociation. Toutefois, il est clair maintenant que la dérogation aux

règles d'origine permettant un approvisionnement global pour le thon, qui est inclus dans l'APE intérimaire avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, restera en vigueur dans l'APE futur. Les dispositions d'approvisionnement global ont déjà généré des bénéfices importants pour la PNG, en particulier en termes de création d'emplois. Toutefois, la demande des pays ACP du Pacifique d'élargir l'approvisionnement global au poisson frais et réfrigéré est toujours en cours de négociation.

« La valeur de l'approvisionnement global dépend de la capacité des pays ACP du Pacifique à satisfaire à d'autres exigences liées à l'accès au marché : exigences SPS et la réglementation en matière de pêche INN »

À court terme, cet élargissement rendra l'approvisionnement global attractif pour les autres îles du Pacifique qui ne disposent pas d'installations de mise en conserve. Toutefois, il semblerait qu'une autre piste, qui ne nécessiterait pas l'approvisionnement global, serait de développer les flottes ACP locales, que ce soit en changeant le pavillon des navires étrangers ou en développant des flottes de pêche modernes à petite échelle/semi-industrielles.

Il convient également de noter que la valeur de l'approvisionnement global dépend de la capacité des pays ACP du Pacifique à satisfaire à d'autres exigences liées à l'accès au marché – par exemple, les exigences sanitaires et phytosanitaires (SPS) et la réglementation en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) – ainsi qu'aux normes privées telles que les systèmes privés de label écologique. Ajoutons que la PNG a récemment reçu un avertissement de l'UE selon lequel le pays pourrait être placé sur la liste des pays « ne prenant pas suffisamment

de mesures pour combattre la pêche illicite ». En vertu de la réglementation INN de l'UE, le fait de figurer sur cette liste pourrait déboucher sur une interdiction des exportations de poisson de la PNG vers le marché de l'UE, réduisant à néant les bénéfices de l'approvisionnement global.

2. Récents développements

Accords de partenariat de pêche durable Pacifique-UE

Le seul accord de partenariat de pêche durable (APPD) signé dans la région au cours des 12 derniers mois est l'APPD UE-Kiribati, même si certaines discussions ont été lancées avec les îles Cook.

Deux questions présentant un intérêt pour tous les pays côtiers ACP ont été soulevées dans le cadre des négociations d'APPD UE-Kiribati :

« La détermination d'un prix équitable pour l'accès doit tenir compte des coûts de gestion des pêcheries, ainsi que des bénéfices escomptés en termes de développement local »

- comment déterminer un prix équitable pour l'accès des flottes étrangères et garantir que la redevance est équitablement payée par tous ;
- comment respecter et promouvoir des accords régionaux et une dynamique régionale de manière à renforcer la gouvernance des pêcheries.

La détermination d'un prix équitable doit tenir compte des coûts payés par

les pays ACP pour la gestion de leurs pêcheries, ainsi que des bénéfices escomptés en termes de développement local. Un élément à prendre en considération, qui pourrait moduler le prix, est de savoir si les captures – ou une partie de celles-ci – sont débarquées localement pour transformation.

Dans le cas de Kiribati, il convient de noter que, au titre du nouveau protocole, la redevance de l'armateur a été considérablement accrue. Certains se sont demandé si l'APP de Kiribati respectait ou non le système VDS mis en place par les PNA, dont Kiribati est membre. La rapporteuse du Parlement européen (PE) pour l'APPD a par conséquent proposé que le PE rejette le protocole puisqu'il ne respecte pas le VDS, (voir article *Agritrade* « [La rapporteuse du Parlement européen fait part de ses inquiétudes vis-à-vis de l'APP UE-Kiribati](#) », 5 août 2013). Il a également été estimé qu'en excluant la composante aide le prix par jour payé par l'UE était sensiblement inférieur à celui payé par d'autres nations de pêche en eaux lointaines au titre du VDS (voir *Agritrade* [Un entretien avec Maurice Brownjohn, OBE](#), 6 juillet 2013).

Les îles Salomon ont également lancé des négociations pour un APPD mais ont finalement refusé de renouveler l'accord d'accès aux pêcheries avec l'UE. Le secrétaire permanent de la pêche et des ressources maritimes des îles Salomon a expliqué que son pays refusait de ratifier l'APP « par solidarité avec les Parties à l'Accord de Nauru », étant donné que l'UE a refusé d'appliquer le régime VDS à ses navires (voir article *Agritrade* « [Alors que le secteur fidjien du thon s'effondre, les pays du Pacifique sont appelés à donner la priorité aux flottes de pêche autochtones](#) », 3 mars 2014).

En ce qui concerne les accords privés, Nauru, un membre des PNA, a

également refusé de renouveler les accords avec l'organisation des opérateurs thoniers espagnols OPAGAC, citant le refus de l'association d'accepter d'être liée aux lois nationales régissant les mesures convenues au sein des PNA (voir article *Agritrade* « [Relations UE-Pacifique encore tendues concernant le système VDS](#) », 28 avril 2014).

Action de l'organisation régionale de gestion des pêches

L'organisation régionale de gestion des pêches (ORGP) chargée du thon dans le Pacifique, à laquelle participent les pays ACP du Pacifique et l'UE, est la Western & Central Pacific Fisheries Commission (WCPFC). Une des principales préoccupations régionales est la situation des stocks de thon obèse, lequel demeure surexploité. Cette question a été débattue lors de la réunion annuelle de la WCPFC. Il a été convenu de réduire les captures de thon obèse par les palangriers étrangers, et de geler le nombre de senneurs à senne coulissante étrangers. Toutefois, le directeur de la WCPFC, le directeur des PNA et la CE ont tous exprimé leur déception concernant la portée limitée des mesures prises, une réduction bien plus drastique de l'effort de pêche des senneurs et des palangriers étant nécessaire pour promouvoir le rétablissement des stocks de thon obèse.

« Les PNA proposent que chaque mesure de conservation et de gestion proposée à la WCPFC soit accompagnée par une déclaration montrant comment la mesure aura un impact sur les pays et territoires du Pacifique »

Une autre question importante abordée lors de la réunion de la WCPFC était le fardeau potentiellement

disproportionné que les mesures de conservation de l'ORGP placent sur les petits États insulaires en développement. Les PNA, soutenus par la Pacific Island Forum Fisheries Agency (FFA), ont proposé que chaque mesure de conservation et de gestion proposée à la WCPFC soit accompagnée d'une déclaration montrant comment la mesure aura un impact sur les pays et territoires du Pacifique. Si la mesure est susceptible d'avoir un impact négatif sur les îles du Pacifique, elle doit être changée pour contrer ces impacts négatifs. Ces déclarations devraient aborder des questions telles que :

- Qui doit mettre en œuvre la mesure proposée ?
- Quels petits États insulaires en développement (PEID) seraient affectés par cette proposition, dans quelle mesure et de quelle manière ?
- Quelles sont les implications en termes de ressources, y compris financières et humaines, et les implications en termes de capacités institutionnelles des mesures proposées ?
- Quels mécanismes d'assistance et quel calendrier de mise en œuvre associé doivent être mis en place avant qu'une telle proposition soit mise en application ? (Voir article *Agritrade* « [Pacifique : La réunion régionale pour réduire la surpêche présente des résultats décevants](#) », 13 janvier 2014.)

Négociation d'un accord de partenariat économique avec l'UE

Les pays ACP du Pacifique affichent une volonté politique de plus en plus explicite de contrôler leurs ressources thonières, et de maximiser les bénéfices économiques et sociaux, en conditionnant bien souvent l'allocation

de licences de pêche à un investissement à terre dans des installations de transformation de poisson pour l'exportation.

Estimant que la gestion des pêcheries de thon est devenue intrinsèquement liée aux éléments afférents au commerce, la CE a mis à la fois les questions de l'accès aux ressources (le système VDS) et du commerce de poisson sur la table des négociations d'APE.

Les gouvernements ACP du Pacifique ont considéré que ces deux éléments ne devaient pas être liés aux négociations d'APE. Lors d'une réunion des ministres et responsables du commerce et de la pêche des pays ACP du Pacifique, organisée par la FFA, il a été souligné que les aspects relatifs à la conservation technique et à la gestion des pêcheries ne devaient pas être abordés au travers d'accords commerciaux juridiquement contraignants. Ces questions devraient plutôt être traitées dans le contexte des pêcheries, entre les responsables des pêcheries de l'UE et des pays ACP du Pacifique.

S'agissant des dispositions en matière de conservation et de gestion du thon devant être incluses dans l'APE, la FFA a également précisé à l'UE que les membres de la FFA ont une longue tradition en matière de gestion des pêcheries de thon, et, pour cette raison, elle a remis en question la nécessité d'inclure ces dispositions dans un accord commercial (voir article *Agritrade* « [Pacifique : Les éléments relatifs à la conservation et à la gestion des pêcheries ne seront pas détaillés dans les APE, déclare la FFA](#) », 7 février 2014).

Les principales critiques de l'UE concernant le régime VDS ont trait au fait que celui-ci, tout en limitant l'effort de pêche (nombre de jours

de pêche), ne limite pas la capacité de pêche (nombre de navires), alors que la concurrence accrue entre les nombreux navires de pêche (un élément pouvant mener à une surcapacité) pourrait engendrer des retours économiques plus importants, du fait que le nombre restreint de jours de pêche serait alors alloué aux plus offrants. Les armateurs de ces navires devraient ainsi payer des redevances plus élevées pour accéder à un nombre restreint de jours de pêche.

« Pour de nombreuses îles du Pacifique, les coûts de la mise en conformité avec les standards européens pour les produits de la pêche dépassent leur PIB »

Certains ont fait valoir que les prix élevés du thon sur les principaux marchés peuvent rendre plus facile pour les PNA d'obtenir des prix plus élevés pour les jours d'activité des navires. Toutefois, au cours des 12 derniers mois, les prix du thon ont chuté, en partie en raison de l'offre excédentaire. Lors de la réunion annuelle des PNA en 2013, les principaux acteurs de l'industrie du thon dans la région du Pacifique ont souligné la nécessité pour les PNA de maintenir les limites sur la pêche, afin d'induire une certaine rareté du thon sur le marché mondial, augmentant ainsi le prix de celui-ci (voir article *Agritrade* « [Les parties à l'Accord de Nauru discutent de la nécessité de maintenir le contrôle de l'approvisionnement en thon](#) », 7 avril 2014).

L'extension des règles de l'approvisionnement global pour le thon frais et surgelé à d'autres pays et d'autres produits de la pêche a également constitué un point de discussion majeur dans les négociations régionales d'APE Pacifique-UE. Ceci a été compliqué par un éventail croissant d'exigences de l'UE, qui sont de plus en plus considérées

comme des barrières non tarifaires au commerce de produits de la pêche. Il s'agit là d'un point très préoccupant, puisque les coûts engendrés par ces exigences sont disproportionnés par rapport à la taille de nombreuses économies ACP du Pacifique.

Pour de nombreuses îles du Pacifique, ces coûts de la conformité dépassent généralement leur PIB, sachant qu'elles ont de petites flottes et n'ont pas la capacité de mettre en place et de maintenir une autorité nationale compétente reconnue par l'UE, chargée de certifier et de vérifier la conformité aux exigences de l'UE. Par exemple, la plupart des îles du Pacifique n'ont pas une autorité nationale compétente ou une reconnaissance par l'UE des mesures INN prises par leurs navires. Cela signifie que les navires locaux et les usines de transformation ne sont pas éligibles pour approvisionner l'UE et ne bénéficient pas d'une concession tarifaire potentielle. Par conséquent, ces barrières non tarifaires pourraient rendre l'approvisionnement global inutile pour de nombreux membres ACP du Pacifique (voir *Agritrade* [Un entretien avec Maurice Brownjohn, OBE](#), 6 juillet 2013).

Les discussions portant sur l'extension de la dérogation liée à l'approvisionnement global ou l'approbation du régime VDS régional ont par conséquent été difficiles, menant à une impasse, et les deux parties « font une pause » actuellement. Les gouvernements ACP du Pacifique souhaitent adopter une stratégie commune de façon à ce que les efforts d'intégration régionaux soient soutenus par les relations futures avec l'UE. Cependant, en septembre 2013, le PE a voté en faveur d'une stratégie de pêche complète pour le Pacifique, insistant sur la cohérence nécessaire des politiques commerciales et de pêche de l'UE avec les objectifs de développement (voir article *Agritrade*

« [Négociations commerciales d'APE Pacifique-UE au point mort : les problèmes liés au thon sont en cause](#) », 2 décembre 2013).

Le rapport du PE sur « une stratégie de pêche complète pour le Pacifique » a proposé un cadre régional qui servirait de base aux accords de pêche bilatéraux, lesquels évolueraient, à long terme, vers un accord multilatéral qui détaillerait les conditions d'accès pour les flottes de l'UE et centraliserait l'aide au développement pour les pays ACP du Pacifique. Toutefois, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique a affirmé, en octobre 2013, que la stratégie adoptée était « basée sur des données incorrectes », en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre du régime VDS des PNA. En effet, mis à part certaines propositions spécifiques (par exemple, sur l'inclusion d'une référence à la réglementation INN dans l'APE), on ne sait pas de manière claire comment le PE envisage d'intégrer cette stratégie au sein de la dynamique d'APE (voir article *Agritrade* « [La stratégie de pêche UE-Pacifique source d'espoirs et d'inquiétudes](#) », 11 novembre 2013).

« Le directeur des PNA considère qu'il est essentiel d'abandonner les accords bilatéraux et d'encourager la vente de jours de pêche au travers du régime VDS »

Afin d'améliorer le dialogue futur, la FFA (à la demande des PNA) réalisera une étude pour renforcer la conception institutionnelle du VDS (une préoccupation majeure de l'UE), et contribuer à l'élaboration de règlements pour incorporer pleinement le VDS dans la législation de Kiribati (une préoccupation majeure des PNA). Le directeur des PNA considère qu'il est essentiel d'abandonner les accords bilatéraux pour garantir le succès du régime VDS

et encourage par conséquent les responsables nationaux des pêcheries à adopter la vente de jours de pêche au travers du régime VDS, plutôt que d'octroyer un accès au titre des accords de pêche bilatéraux. Cela permettrait au marché de dicter le prix d'accès, ce qui devrait avoir pour effet d'augmenter le prix payé à un niveau bien supérieur à la redevance minimale de 6 000 \$US par jour actuelle (voir article *Agritrade* « [Relations UE-Pacifique encore tendues concernant le système VDS](#) », 28 avril 2014).

Étiquetage

L'écocertification de certaines pêcheries de thon du Pacifique a favorisé l'innovation et la mise en conformité aux normes par le secteur privé, et a aidé à aborder les problèmes de longue date relatifs à l'accès de Fidji au marché de l'UE. Ces dernières années, les pays ACP du Pacifique ont consenti des efforts importants pour obtenir la certification du Marine Stewardship Council (MSC) pour plusieurs pêcheries de thon du Pacifique.

« L'éco-certification MSC de certaines pêcheries de thon du Pacifique a favorisé l'innovation et la mise en conformité aux normes par le secteur privé »

- En 2012, les PNA ont reçu le label MSC pour le thon skipjack capturé sur bancs libres.
- Également en 2012, la Fiji Tuna Boat Owners Association (FTBOA) s'est vu décerner le label MSC pour sa pêche à la palangre de l'albacore – devenant la première pêcherie au monde à être certifiée MSC.
- En juin 2013, le premier chargement de thon portant le label MSC a quitté Fidji pour l'Espagne. Cela est impor-

tant puisqu'à partir de 2007 les produits à base de thon en provenance de Fidji ont été interdits sur le marché européen parce qu'ils n'étaient pas conformes aux normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'UE. (Voir article *Agritrade* « [Le premier thon certifié MSC du Pacifique arrive sur le marché européen](#) », 22 juillet 2013.)

Le thon skipjack portant le label MSC des PNA est prêt à approvisionner les marchés mondiaux du thon en conserve capturé de manière durable, après avoir obtenu la certification de la chaîne de garantie d'origine MSC longuement attendue pour la capture, la transformation et l'approvisionnement de thon skipjack sur bancs libres des PNA. Il s'agit là d'une récompense pour les flottes pêchant le thon durablement sur bancs libres et qui débarquent leurs captures localement pour transformation. Une autre initiative PNA digne d'être mentionnée est la certification de la responsabilité sociale SA 8000. Cela sera une autre grande première pour la région (voir *Agritrade* [Un entretien avec Maurice Brownjohn, OBE](#), 6 juillet 2013).

Un problème qui s'est posé récemment a trait aux préoccupations croissantes concernant l'impact que l'exploitation pétrolière, gazière et minière en mer peut avoir sur la pêche et le commerce dans les pays ACP du Pacifique. En PNG, plusieurs médias ont évoqué le projet de l'entreprise Nautilus Minerals visant à exploiter les minéraux des fonds marins, certains exprimant leurs craintes quant aux impacts négatifs que cette exploitation pourrait avoir sur les activités des communautés de pêche locales (voir article *Agritrade* « [L'exploitation de pétrole, gaz et minerais : source de préoccupation du secteur de la pêche de nombreux pays ACP](#) », 3 mars 2014).

Mise en œuvre de la réglementation de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

L'UE n'a eu de cesse d'exprimer son inquiétude concernant l'ampleur de la pêche INN dans le Pacifique, et plus récemment dans le rapport de stratégie du PE. Les PNA répondent que ces craintes sont exagérées, affirmant que les systèmes de contrôle sont bien développés, en particulier pour la pêche à la senne coulissante, où tous les navires sont enregistrés, où 100 % d'entre eux sont couverts par le Vessel Monitoring Scheme (VMS ou système de surveillance des navires) et 100 % des transbordements portuaires sont contrôlés par des observateurs (voir article *Agritrade* « [La stratégie de pêche UE-Pacifique source d'espoirs et d'inquiétudes](#) », 11 novembre 2013).

La mise en œuvre de la réglementation de l'UE en matière de pêche INN a conduit en décembre 2013 à l'identification de Fidji en tant que fournisseur contre lequel des mesures devraient peut-être être introduites. Suite à cela, Fidji a élaboré une nouvelle législation et amélioré ses systèmes de suivi, contrôle et surveillance (voir article *Agritrade* « [Règlement de l'UE en matière de pêche INN : des interdictions d'importation de poisson proposées à l'encontre de la Guinée, du Belize et du Cambodge](#) », 23 décembre 2013). L'UE travaille maintenant en étroite collaboration avec le gouvernement fidjien pour retirer Fidji de la liste de pays ayant reçu un « carton jaune » pour des activités de pêche INN dans la région. Toutefois, puisque ce processus « est couvert par des principes de confidentialité », « des points de vue ou commentaires ne peuvent être fournis » sur l'état d'avancement actuel.

En juin 2014, un avertissement supplémentaire a été lancé à la PNG selon lequel elle risquait d'être identifiée en tant que pays non coopérant dans la lutte contre la pêche INN. La CE a identifié des manquements concrets et suggère qu'il est urgent :

- d'amender le cadre juridique pour combattre la pêche INN ;
- d'améliorer les actions de contrôle et de surveillance ; et
- d'adopter un rôle proactif pour se conformer aux règles de droit international, telles que celles convenues par les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP).

« Pour l'heure, le “carton jaune” donné à la PNG n'implique pas des mesures affectant le commerce de poisson, mais si la situation ne s'améliore pas, l'UE pourrait prendre des mesures supplémentaires »

Pour l'heure, ce « carton jaune » n'implique pas des mesures affectant le commerce de poisson entre l'UE et ces deux pays ACP du Pacifique, mais, si la situation ne s'améliore pas dans les six mois, « l'UE pourrait prendre des mesures supplémentaires, qui pourraient comprendre des sanctions commerciales sur les importations de poisson de l'UE ». Cela a déjà été le cas pour la Guinée, le Belize et le Cambodge. Bien que l'UE prête son appui pour mettre en place des capacités robustes et rentables au niveau régional pour combattre la pêche INN (via le programme DevFish2 financé par l'UE et mis en œuvre en association avec la FFA du Pacifique), il est évident que rien qui puisse être entrepris dans le cadre du programme DevFish2 ne peut remplacer « la propre responsabilité du pays en ce qui concerne la mise en œuvre des exigences » (voir article

Agritrade « [L'UE lance un avertissement à la PNG et aux Philippines concernant l'insuffisance de leurs mesures de lutte contre la pêche INN](#) », 5 juillet 2014).

3. Implications pour les pays ACP du Pacifique

Accroître la cohésion régionale pour améliorer la durabilité des pêcheries de thon

Limiter la présence des flottes de pêche au thon étrangères

Dans la région de pêche du Pacifique couverte par la WCPFC, la capacité de la pêche thonière continue d'augmenter. Malgré des mesures de gestion mises en place par les PNA pour limiter l'effort de pêche (par ex. le régime VDS), une augmentation sensible du nombre de thoniers (y compris de nouveaux navires) pêchant dans la zone des PNA a été enregistrée ces dernières années. L'octroi de licences à un nombre sans cesse croissant de navires étrangers pourrait également compromettre le développement d'une flotte de pêche locale, dans un contexte où les PNA ont conseillé aux gouvernements des îles du Pacifique d'accorder la préférence aux flottes de pêche locales plutôt que d'octroyer davantage de licences à des navires de pêche étrangers.

« Il est primordial que les gouvernements ACP du Pacifique établissent une stratégie commune pour limiter le nombre de navires autorisés à pêcher dans leurs eaux »

Il est par conséquent primordial que les gouvernements ACP du Pacifique établissent une stratégie commune pour limiter le nombre de navires (c'est-à-dire la capacité de pêche) autorisés à pêcher dans les eaux de la WCPFC, et qu'ils poursuivent leurs efforts collectifs, au sein des PNA et de la WCPFC, pour contrôler l'effort de pêche déployé au travers du régime VDS.

Un moratoire sur l'entrée de nouveaux navires, tel que suggéré lors de la dernière réunion de la WCPFC, avec une capacité supplémentaire limitée allouée aux PEID qui souhaitent développer leurs flottes de pêche nationales, est une première étape que les gouvernements ACP du Pacifique gagneraient à considérer. Toutefois, cette mesure devrait être contestée par de nombreuses nations de pêche actives dans la région. Il est intéressant de noter que l'UE – une nation de pêche relativement modeste dans la région – est d'avis que la capacité de pêche devrait être plafonnée. Le dialogue sur cette question pourrait être encouragé entre les gouvernements ACP du Pacifique et l'UE en vue d'adopter une position et une approche communes au sein des organes de gestion des pêches internationaux pertinents.

« Le développement de flottes thonières modernes locales à petite échelle/semi-industrielles rendrait l'élargissement de l'approvisionnement global moins nécessaire »

S'agissant des PNA, il a déjà été annoncé que les PNA continueraient à développer les mesures de conservation et de gestion à examiner à la WCPFC, et même si elles ne sont pas soutenues et adoptées par tous les membres, les PNA ont déclaré qu'ils continueraient à appliquer ces mesures en dehors du processus WCPFC,

dans les propres eaux des membres, dans le cadre de l'accord de Nauru.

Partager équitablement les coûts de conservation et de gestion du thon entre les pays ACP du Pacifique et la communauté internationale

Un problème commun auquel doivent faire face les gouvernements ACP du Pacifique pour contrôler leurs eaux réside dans le fait qu'ils disposent de capacités de suivi, de contrôle et de surveillance très limitées mais qu'ils ont des ZEE immenses à surveiller. La proposition PNA/FFA que chaque mesure de conservation et de gestion proposée à la WCPFC soit accompagnée par une évaluation de la manière dont chaque mesure aura un impact sur les pays et territoires du Pacifique doit être considérée de toute urgence. Ceci doit ensuite être lié à la mobilisation de l'assistance et du financement pour garantir que les gouvernements ACP du Pacifique ne supportent pas une part disproportionnée du fardeau de la gestion des pêcheries de thon pendant que les nations de pêche en eaux lointaines récoltent la majorité des bénéfices.

Attirer les investissements étrangers dans le développement des pêcheries durables

Les pays ACP du Pacifique ont des avantages comparatifs importants leur permettant de développer une industrie de la pêche à terre : la disponibilité d'une matière première (le thon) à faible coût, étant donné la proximité entre les zones de pêche et les unités de transformation, et l'accès en franchise de droits au marché de l'UE. Toutefois, ceci doit être mis en balance avec les coûts élevés

du transport, de la main-d'œuvre et des services publics.

Le respect des exigences internationales, telles que les normes SPS et la réglementation de l'UE en matière de pêche INN, est par conséquent primordial pour retirer le maximum des ressources thonières. Le développement du débarquement et de la transformation du poisson au niveau local a un effet multiplicateur important pour les économies locales du Pacifique, avec une création directe d'emplois (et indirecte – par ex. la fabrication de boîtes de conserve et l'exploitation d'installations d'entreposage frigorifique), et une augmentation des recettes publiques grâce aux taxes directes et indirectes.

Pour accroître le débarquement local et la création d'emplois, et en tenant compte de l'équilibre entre flottes nationales et flottes en eaux lointaines nécessaire pour garantir le déploiement de niveaux durables d'effort de pêche, il est impératif d'attirer les investissements dans le développement du débarquement local et des installations de transformation qui satisfont aux normes SPS de l'UE.

Cependant, la plupart des pays insulaires du Pacifique, tout en étant riches en ressources, ne peuvent soutenir des conserveries, et ils doivent donc se tourner vers une transformation à plus petite échelle de poisson frais et congelé – provenant généralement des palangriers – pour générer des emplois et des bénéfices. Le développement de flottes thonières modernes locales à petite échelle/semi-industrielles pour ces opérations rendrait également l'élargissement de l'approvisionnement global moins nécessaire.

Des plans de développement de cette nature devraient être soumis à la WCPFC pour garantir que les plans des gouvernements ACP du Pacifique

visant à développer ces flottes seront pris en compte dans la gestion des ressources et dans les décisions d'allocation futures au sein d'une pêcherie durablement gérée.

Satisfaire aux normes SPS et exigences INN

L'accès en franchise de droits au marché de l'UE est un des grands avantages comparatifs dont jouit le poisson des pays ACP du Pacifique. Toutefois, cet avantage n'a de la valeur que si les transformateurs dans les pays ACP du Pacifique peuvent se conformer aux autres exigences de l'UE, telles que les exigences SPS et la réglementation de l'UE en matière de pêche INN.

Plusieurs pays du Pacifique ne disposent toujours pas des ressources humaines, financières et techniques suffisantes pour se conformer aux exigences SPS de l'UE. La plus importante des nombreuses exigences est l'existence d'une autorité compétente approuvée par l'UE. Les coûts associés sont lourds pour les îles du Pacifique, et des mesures supplémentaires devaient être prises pour établir un cadre régional où les autorités compétentes pourraient mettre en commun leurs ressources.

L'UE a montré l'exemple au niveau mondial en matière de lutte contre la pêche INN avec sa réglementation sur la pêche INN. À ce jour, nul ne sait si, comme l'espère l'UE, ce règlement servira de modèle à un système mondial de certification des captures pour le poisson ACP. Toutefois, cette question de la lutte contre la pêche INN est bien présente à l'agenda mondial et, sous l'influence de l'UE, les interdictions commerciales prononcées contre le poisson de pays « ne prenant pas suffisamment de mesures pour combattre la

pêche INN » devraient devenir une caractéristique de plus en plus importante des politiques INN.

Les pays ACP du Pacifique pourraient s'inspirer de l'expérience en matière de conformité à la réglementation INN de l'UE pour renforcer leurs capacités de suivi, de contrôle et de surveillance et améliorer leur organisation administrative afin d'assumer leurs responsabilités en tant qu'État du port, État du pavillon, etc. Ces actions sont éligibles à un soutien spécifique de l'UE et contribueraient à satisfaire non seulement aux exigences de la réglementation de l'UE en matière de pêche INN, mais également à d'autres exigences de marchés clés dans le même domaine.

Développer de nouveaux produits et diversifier les partenaires

Il est capital pour les pays des îles du Pacifique de diversifier leurs partenaires commerciaux et leurs marchés. Bien que le marché européen offre potentiellement les prix les plus élevés – à condition que l'exportateur puisse satisfaire aux normes SPS et INN – d'autres marchés plus proches des pays ACP du Pacifique, tels que le Japon, les États-Unis, la Chine et l'Australie, peuvent offrir des opportunités de marché tout aussi attractives, avec des coûts logistiques bien inférieurs pour desservir ces marchés.

Les pays ACP du Pacifique peuvent améliorer leurs capacités à pénétrer – ou à y consolider leur position – les marchés internationaux tels que les États-Unis s'ils investissent dans la conformité aux normes environnementales privées. Le soutien et la promotion de la collaboration entre le secteur privé du Pacifique dans la filière de la pêche et les initiatives privées promouvant la durabilité (par ex. l'International

Seafood Sustainability Foundation et la MSC) pourraient aider à conquérir ces marchés.

Un soutien approprié – notamment financier, technique et en matière d'information – doit également être apporté aux petits pêcheurs artisanaux ACP, hommes ou femmes, afin de maximiser la contribution de ces pêcheries aux marchés locaux et régionaux. La promotion des marchés régionaux doit également être soutenue par une action politique pour démanteler les barrières régionales au commerce et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure nécessaire.

Principales sources

1. Pacific Islands Forum Fisheries Agency, site web

<http://www.ffa.int/>

2. Pacific Islands Forum Fisheries Agency, bulletins FFA Trade and Industry News

http://www.ffa.int/trade_industry

3. Site web des Parties à l'accord de Nauru (comprenant les bulletins Tuna Market Intelligence)

<http://www.pnatuna.com/>

4. Pacificall, site web

<http://www.pacificall.com/>

5. Western & Central Pacific Fisheries Commission (WCPFC), site web

<http://www.wcpfc.int/>

6. International Seafood Sustainability Foundation (ISSF), site web

<http://iss-foundation.org/>

7. WWF-Pacific, site web

<http://www.wwfpacific.org/>

8. Pacific Network on Globalisation, page web sur les pêcheries

<http://pang.org.fj/category/fisheries/>

À propos de cette note de synthèse

Cette note de synthèse a été publiée en décembre 2014. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Les Pays-Bas
Tél : +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int